

Sans gouvernement à Bruxelles : le secteur associatif en péril

« Si bien qu'on peut dire qu'alors que le travail fonde le social, une société au travail précarisé se précarise dans son ensemble. Elle se délite. Qui sape les conditions de travail, sape les fondements de la société »

Erwan Ruty, *L'écologie peut-elle être populaire?*

Sans gouvernement à la Région, avec des subsides réduits, le secteur associatif étouffe. Plongées dans la précarité et l'incertitude, les associations peinent à maintenir leurs fonctions, alors que celles-ci sont essentielles au fonctionnement de Bruxelles et au maintien de la cohésion sociale. Une situation de crise qui met en lumière le paradoxe de leur rôle nécessaire face à la précarité inhérente au modèle court-termisme et compétitif des appels à projets.



© [USGS](#) (Unsplash)

Pas de compromis en vue à la Région de Bruxelles-Capitale

Depuis 17 mois, la Région bruxelloise est sans gouvernement de plein exercice. Le record du monde, déjà détenu par notre pays (au niveau fédéral), est en passe d'être battu¹.

La population a pourtant voté le 9 juin 2024. On l'oublie parfois, mais nous ne votons pas directement pour les personnes qui nous gouvernent. Nous votons pour déterminer la composition du Parlement et le nombre de sièges occupés par chaque parti politique.

À Bruxelles, il y a 89 sièges de député·es au total (72 francophones et 17 néerlandophones), élu·es tous les 5 ans et reçoivent la charge du pouvoir législatif. Ce pouvoir élabore et vote les lois², approuve les budgets de la Région et contrôle le Gouvernement exécutif.

¹ 541 jours sans gouvernement fédéral en 2010-2011.

² On les appelle des ordonnances et des règlements, et elles s'appliquent à la Région de Bruxelles-Capitale. Ce que l'on nomme les lois sont votées au niveau fédéral.

Suite à ce vote, les partis doivent s'arranger entre eux dans une valse mathématique (additionner suffisamment de sièges) et programmatique (s'entendre suffisamment pour créer ensemble un programme et une Déclaration de politique générale). Le but étant de construire une majorité et un Gouvernement exécutif.

Cette partie passe par une phase de négociation, notre démocratie représentative exigeant de gouverner collectivement et en coalition parlementaire, dans un mélange de couleurs politiques, le fameux « compromis à la belge ». Cette culture originelle du compromis peine à perdurer, touchée sans doute par la polarisation politique observée partout dans le monde³.



© [CHUTTERSNAP](#) (Unsplash)

Le mécanisme de polarisation tend à diaboliser et nier la légitimité des opposants, à créer des débats binaires, à s'imprégnier d'une forte dimension affective, et s'inscrire dans des identités sociales et culturelles au-delà du clivage politique.⁴

Cet élément naturel de la vie politique peut devenir néfaste. Jennifer McCoy and Murat Somer (2018) la définissent alors comme un « *processus par lequel la multiplicité normale des différences au sein de la société s'aligne de plus en plus sur une seule dimension, les différences transversales se renforcent et les gens perçoivent et décrivent de plus en plus la politique et la société en termes de « nous » contre « eux ».* (...) le processus de polarisation simplifie la complexité normale de la politique et des relations sociales. » [traduit de l'anglais]

³ Selon Thomas Carothers et Andrew O'Donohue (2019), à la fin des années 1980 et 1990, on a vu de par le monde un épanouissement démocratique sans précédent. Contrairement aux espoirs et attentes, le cap a changé dans les années 2000, dont les deux premières décennies sont marquées par des reculs démocratiques constants, menant à une crise démocratique globale. L'un des phénomènes accompagnant et aggravant cette crise est la polarisation politique.

⁴ Les académiciens distinguent différents types de polarisation. La **polarisation des élites** : des partis, des élus politiques ainsi que des législatures ; et la **polarisation des masses** : citoyennes et de l'électorat ; la **polarisation idéologique** : des positionnements politiques antagonistes, excluant les positions intermédiaires et la **polarisation affective** : la tendance à développer des émotions positives à l'égard des partisans d'un même bord politique et négative envers ceux du bord politique opposé, créant une hostilité et un refus de compromis, voire de discussion, que ce soit dans la vie réelle ou en ligne (cf. Shanto Iyengar, Yphtach Lelkes, Matthew Levendusky et Neil Malhotra, 2019).

Dans notre capitale, cela se traduit en multiples veto⁵ et en postures inflexibles, avec des conflits ouverts entre les deux partis majoritaires (MR et PS). Les conditions d'un compromis ne semblent pas réunies et après plus de 500 jours, c'est toujours l'impasse⁶. Pour un rappel des résultats dispersés des élections de juin 2024 et de la complexité institutionnelle Bruxelloise (voir le tableau de distribution des votes ci-dessous).

Vu de loin, la vie paraît suivre son cours. La Région est prise en charge par un gouvernement en affaires courantes⁷. On entend même, bonne nouvelle, que 250 millions d'euros auraient été économisés en 6 mois⁸. Rappelons que la Région bruxelloise fait face à un déficit vertigineux, estimé à 1,5 milliard (sur un budget d'environ 7,6 milliards)⁹.

Une situation financière stricte, qui ajoute une lourde couche de tension à la difficulté de construire une coalition. Il serait facile de s'assoupir dans cet état d'affaires courantes, en pensant qu'après tout, cela ne fait pas de réelle différence d'avoir ou non un gouvernement de plein exercice.



© [engin akyurt](#) (Unsplash)

⁵ Envers la N-VA, le Vlaams Belang, et la Team Fouad Ahidar côté néerlandophone par exemple. Rendant Groen incontournable par défaut. Les rapports entre Groen, PS et MR sont pourtant tendus.

⁶ Pour un regard politique sur les différents blocages en Belgique et à Bruxelles, voir l'interview de Jean Faniel, chercheur au CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques) dans le journal l'*Echo* : « [Le modèle institutionnel actuel pourrit la vie des Bruxellois](#) »

⁷ Le gouvernement sortant Rudi Vervoort III (depuis le 18 juillet 2019).

⁸ Le Soir, « [La Région bruxelloise a économisé près de 250 millions d'euros en six mois](#) », 5 août 2025

⁹ Le Soir, « [A Bruxelles, feu vert pour un déficit de 1,5 milliard d'euros en 2025](#) », 18 août 2025

Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale

Total : 89 sièges

Former une majorité nécessite de rassembler au moins 45 députés sur 89, avec la contrainte de la **double majorité** : la majorité dans chaque groupe linguistique.

Groupe francophone			Groupe néerlandophone		
Total : 72 sièges			Total : 17 sièges		
Parti	Pourcentage de vote	Nombre de sièges	Parti	Pourcentage de vote	Nombre de sièges
MR	25,95 %	20	Groen	22,82 %	4
PS	22,05 %	16	Team Fouad Ahidar	16,47 %	3
PTB	20,92 %	15	N-VA	11,91	2
Les Engagés	10,68 %	8	Open VLD	11,62	2
ECOLO	9,85 %	7	Vlaams Belang	11,54 %	2
DéFI	8,11 %	6	Vooruit	10,01 %	2
			PVDA	6,99 %	1
			CD&V	6,35 %	1

Le secteur associatif plongé dans l'incertitude

Sans accord du gouvernement, beaucoup de décisions ne peuvent pas être prises. Ce qui veut dire que les projets et investissements en lien avec des compétences régionales restent en suspens, faute de possibilité d'être validés. C'est le cas par exemple¹⁰ pour la SLRB (la société régionale des logements sociaux), la STIB (avec bien sûr le projet du Métro 3), les secteur de la rénovation (notamment les primes à la rénovation), du bâtiment et de la construction, des tunnels et de certains hôpitaux, mais aussi des subsides aux entrepreneurs et PME.

Le secteur associatif est encore plus particulièrement touché, car il fonctionne en grande partie sur base de *subventions facultatives*. N'étant pas inscrites dans des ordonnances ou règlements, celles-ci doivent être ré-évaluées et approuvées chaque année.

Malgré leur nom, ces subventions servent des missions structurelles d'intérêt général, et viennent bien souvent compléter des services publics par ailleurs affaiblis. À Bruxelles, le secteur non marchand est loin d'être négligeable puisqu'il représente autour de 100.000 emplois, soit 17 % des travailleur·ses (et même 27% en intégrant l'enseignement)¹¹.



© [USGS \(Unsplash\)](#)

¹⁰ Pour plus d'informations sur ces différents secteurs en tension :

- Le Soir, « [A court d'argent, la société de logements sociaux bruxelloise lance un ultimatum à la Région](#) », 17 juillet 2024
- Ma Tribune, « [Le projet de Métro 3 à Bruxelles ? Et ça continue, encore et encore](#) », 1 août 2025
- BX1, « [Primes Rénovation : des milliers de dossiers toujours bloqués faute de gouvernement](#) », 10 octobre 2025
- RTBF, « [Carnets de commandes en recul dans la construction : l'absence de gouvernement à Bruxelles n'arrange rien](#) », 10 juin 2025
- BX1, « [La rénovation des tunnels Loi et Belliard encore repoussée en l'absence de gouvernement bruxellois](#) », 7 septembre 2025
- RTL, « [Santé, argent, circulation : après un an sans gouvernement bruxellois, quelles sont les conséquences concrètes pour les habitants ?](#) », 9 juin 2025
- RTBF, « [À Bruxelles, l'absence de gouvernement fragilise les entreprises et entraîne des faillites](#) », 10 avril 2025

¹¹ Bruxeo, *Mémorandum en vue des élections régionales bruxelloises de 2024*, 2024

Privé de subventions, le monde associatif est plongé dans une profonde crise. Des vagues de préavis et de licenciements ont déjà été envoyés, et de nombreux emprunts bancaires et bricolages internes sont faits pour maintenir les finances à flot¹² : chez Fabrik asbl, par exemple, l'équipe entière a pris 1 mois de congés sans solde ; l'Armée du Salut opère sur fonds propres mois par mois, si la situation perdure, cette association présente depuis 50 ans se verra obligée de fermer l'un de ses centres d'accueil ; le Samusocial, qui mène une mission d'envergure dans l'aide aux sans-abris¹³, a alerté du fait que les salaires de 700 travailleur·ses seront menacés à partir de décembre 2025.

Selon le Réseau Idée¹⁴ : « *une association environnementale sur deux a déjà dû licencier; une sur trois a opéré des réductions du temps de travail; 60% craignent pour leur survie à court terme* »¹⁵.

Face à cette situation, de nombreuses alertes ont été lancées de toutes parts. Déjà le 9 décembre 2024, plus de 350 associations signent un appel aux autorités, dans une carte blanche sur les conséquences catastrophiques de l'inaction politique¹⁶. Le monde associatif s'active pour rappeler l'importance cruciale de faire avancer les négociations gouvernementales. Nous avons rencontré l'une de ces associations, la Fédération bruxelloise des professionnel·les de l'agriculture urbaine (FedeAU), pour comprendre comment elle traversait cette période.



© Stephen Tafra (Unsplash)

¹² Pour en savoir plus :

- RTBF, « [Bruxelles sans gouvernement : c'est le secteur associatif qui trinque](#) », 17 octobre 2025
- Donorinfo, « [22 octobre 2025: 500 jours sans gouvernement bruxellois : quelles conséquences pour les organisations caritatives ?](#) », 20 août 2025
- Le Soir, « [Bruxelles : le salaire de 700 travailleurs menacé au Samusocial](#) », 14 octobre 2025

¹³ Le Samusocial gère 13 centres d'hébergement et héberge chaque jour 2.000 personnes.

¹⁴ Pour en savoir plus sur le Réseau IDées : <https://www.reseau-idee.be/fr>

¹⁵ BX1, « [Les associations de l'environnement craignent de faire les frais de l'austérité budgétaire à Bruxelles](#) », 15 septembre 2025

¹⁶ [La carte blanche du non-marchand bruxellois | BRUXEO](#)

Que se passe-t-il quand les subsides sont bloqués ? Le cas de la FedeAU

Fondée en 2020, la FedeAU¹⁷ a pour missions de représenter et défendre le secteur de l'agriculture urbaine à Bruxelles et d'en rassembler les professionnel·les, pour créer un réseau d'échange, de soutien et d'organisation collective. Elle rassemble environ 50 membres¹⁸. Cette petite structure de deux employées est partiellement subsidiée par une fondation privée, et partiellement par Bruxelles Économie et Emploi (BEE), une administration régionale.

Jeremy¹⁹, l'un des administrateurs de la FedeAU, raconte cette période, lorsque 6 mois après les élections ils ne voient toujours pas de gouvernement se former. Ils ont donc organisé un colloque en mars 2025 au Parlement Bruxellois, un moment de plaidoyer et de demande de mesures concrètes : « *On a dû être très proactifs et faire du vrai plaidoyer de survie. On a dû contacter nous-même les partis, le ministre sortant²⁰, son cabinet. Être quasiment tous les jours en contact avec eux, on a essayé de les alerter de l'urgence* ».

L'asbl a dû s'activer pour initier un dialogue avec les politiques, car ils allaient se retrouver à court de fonds, et voyaient se profiler des questions difficiles.



© [Erwan Hesry](#) (Unsplash)

Francisco²¹, également membre du Conseil d'administration (CA), explique :

« *C'était rude pour tout le monde, surtout évidemment pour les personnes employées. Les postes de travail ont été remis en question, parce qu'on ne savait pas si on allait pouvoir rémunérer tout le monde correctement, même en cas de rupture de contrat. Et donc on avait des réunions de CA toutes les semaines, pour voir semaine après semaine, qu'est-ce qu'on fait, comment on avance, est-ce qu'on licencie tout le monde et on est sûrs de pouvoir payer les indemnités, est-ce qu'on fait ça dans 1 mois, dans 3 mois... »*

¹⁷ Pour plus d'informations, voir : <https://www.fedeau.be/>

¹⁸ 95% des professionnel·les de l'agriculture urbaine à Bruxelles sont membres.

¹⁹ Jeremy Paillet est administrateur de la FedeAU et l'un des responsables de l'asbl « Le Début des Haricots ».

²⁰ Alain Maron (Ecolo), Ministre de l'Environnement et de la Transition, au sein du Gouvernement bruxellois en affaires courantes.

²¹ Francisco Davila est administrateur de la FedeAU, chercheur en agriculture urbaine et employé par la Mission Locale pour l'emploi de Saint-Gilles.

Une période stressante, durant laquelle la survie de l'asbl a été remise en question. La FedeAU a pu s'en tirer, mais elle a perdu l'une de ses employées.

Francisco raconte : « *Mais en attendant, une des employées a dû nous quitter. Il y aura un poste en moins. (...) Après avoir traversé une période aussi difficile, c'était normal qu'elle nous quitte. Surtout si tu sais que par la suite, ça risque de se reproduire, t'es pas du tout en sécurité, c'était normal. On a compris. C'est dommage pour nous, car on perd une collègue incroyable, d'une efficacité redoutable, hyper professionnelle, consciencieuse, éclairée sur plein d'aspects. Mais voilà, t'as besoin d'un minimum de stabilité pour pouvoir travailler.* »

Entretemps, suite à la pression du secteur associatif, le Parlement décide de valider partiellement des subsides, via le mécanisme des *douzièmes provisoires*. En l'absence de gouvernement, ce système permet d'assurer au minimum la continuité de l'Etat.

Le Parlement, déjà en place à la suite des élections, a la possibilité de débloquer des tranches budgétaires²². Celles-ci sont calquées sur le budget de l'année précédente (2024), divisé en douze mois, que le Parlement valide par tranches de 3 mois. C'est un soulagement pour les subsides concernés, même si cela ne reste qu'un pansement pour les asbl. La réalité du terrain et du suivi des activités et des salaires restant difficile à maintenir. Calqués sur 2024, ces budgets ne tiennent pas compte de l'inflation ni de l'indexation des salaires.

La FedeAU a pu recevoir 50% de son subside annuel, et a trouvé une fondation qui leur fait un prêt sans intérêt pour le reste. L'asbl s'en sort, mais c'est un pari et un risque pris par les administrateurs, qui engagent leur responsabilité personnelle si le prêt n'est pas remboursé. Rappelons que toutes les asbl n'auront pas cette chance, ni les mêmes leviers d'actions.



© [Markus Spiske](#) (Unsplash)

²² Une 1^{re} tranche a été débloquée le 20 décembre 2024, couvrant les mois de janvier, février et mars 2025. Une 2^e tranche en mars 2025, et ainsi de suite par tranches pouvant aller de 1 à 4 mois. La FedeAU n'avait pas bénéficié de la première tranche, d'où leurs actions intensifiées après décembre.

L'équipe a été réduite de moitié par ailleurs, il n'y a plus qu'une employée, puisqu'il n'y avait pas le budget pour maintenir deux contrats. De plus, l'énergie mise dans le plaidoyer politique et la recherche de fonds pour survivre ralentit leurs missions.

Comme le dit Alexandre²³, lui aussi membre du CA de la FedeAU : « *Ça nous a fort pénalisés dans les actions qu'on doit mener pour les membres et pour développer l'agriculture urbaine, parce qu'on a beaucoup joué les pompiers* ». Sans compter qu'il y aura plus de rapports à faire que d'habitude pour justifier les douzièmes provisoires, du travail supplémentaire qui s'ajoute à des équipes réduites.

Les efforts pour réduire le budget sont reportés sur l'emploi et parfois sur les sacrifices personnels. Timothée²⁴, membre du CA de la FedeAU, est aussi coordinateur de l'asbl Réseau des Gasap²⁵. Il explique qu'il pense à sauter la prochaine indexation de son propre salaire, pour épargner le budget. Il n'est sans doute pas seul dans ce cas, et remarque que pour faire **face aux conditions financières difficiles, les asbl se retrouvent malheureusement poussées à offrir des emplois de plus en plus précaires à leurs employé·es**.



© [Markus Spiske](#) (Unsplash)

²³ Alexandre Lefebvre est administrateur de la FedeAU, fondateur de Alaube et directeur de « La Ferme du Parc Maximilien ».

²⁴ Timothée Collin est administrateur de la FedeAU et coordinateur du Réseau des GASAP (Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne).

²⁵ L'association belge des groupes d'achats solidaires, fédérés pour soutenir l'agriculture paysanne durable et en circuit court, voir www.gasap.be.

L'éternel court terme du système des appels à projets

À travers les différents exemples évoqués, nous voyons que cette période de paralysie politique s'accompagne d'une forte précarisation de l'emploi. De plus, les asbl se voient contraintes d'abandonner certains projets et de réduire leurs actions au minimum. Surtout, elles n'ont pas de perspectives budgétaires ni de lignes directrices politiques pour avancer. Tout cela crée de l'épuisement, de la pénibilité, et une immense fragilisation du secteur.

La crise actuelle est exceptionnelle, mais elle met en avant une précarité déjà présente même en situation ordinaire²⁶. Une partie des associations doivent re-postuler de façon annuelle pour leurs subsides. Elles sont tributaires d'un fonctionnement à court-terme avec peu de certitudes à plus d'un ou deux ans. Il est donc impossible de lancer des projets sur plusieurs années. Ces subsides courts impliquent du temps supplémentaire pour remplir des rapports et des appels à projets, un temps qui est subsidié, et pris sur celui passé à être réellement actif.

Une réflexion sur la durabilité du temps associatif était déjà en cours à la FedeAU²⁷.

Selon Jeremy : « *Ça fait un moment qu'on défend le fait d'arrêter les subsides annuels. La santé et le social ont déjà leur cadre. On voudrait qu'il y ait une ordonnance bruxelloise²⁸ qui encadre tout notre secteur, celui de l'environnement.».*

Ce mode de fonctionnement influence le recrutement, comme l'explique Jeremy : « *Si tu as des subsides sur 5 ans tu vas pouvoir recruter d'autres profils. En général dans notre secteur, tous les acteurs qui sont subsidiés annuellement, tu recrutes des juniors. C'est très chouette d'en recruter mais on a du mal à garder des profils qui ont un peu d'expérience. Quelqu'un qui postule, qui a déjà 10 ans d'expérience et qui voit que le subside est complètement incertain, il y a beaucoup de gens qui finalement ne postulent pas ».*

Les asbl ont du mal à garder des équipes stables sur la durée. On y croise plutôt des CDD, et les contrats changent au gré des subsides. Une certaine endurance mentale est nécessaire pour continuer, dans ces emplois qu'on choisit par conviction. Avoir son poste constamment remis en question, avec des rémunérations et avantages souvent réduits, dans des conditions parfois stressantes, cela crée de la fatigue sur la longueur.

Comme le dit Jeremy : « *Le turn over dans notre secteur, c'est un drame. C'est fou, tu formes quelqu'un pendant 5 ans, et après la personne va voir autre chose. Parce que les rémunérations ne sont pas dingues, parce qu'il y a des subsides qui tombent, mais quelle perte à chaque fois, c'est incroyable. »*

De plus, les asbl sont traitées par les pouvoirs publics à la façon de start-up. Les appels à projets ont tendance à valoriser l'innovation, et créent une mise en compétition. Il s'agit de justifier son activité et de prouver qu'on est innovant, pour des missions qui sont pourtant d'intérêt public et n'ont pas vocation à se réinventer constamment.

²⁶ Avec un gouvernement de plein exercice.

²⁷ Nous parlons ici de la FedeAU en particulier mais c'est une problématique bien connue dans toutes les associations.

²⁸ L'encadrement par une ordonnance permettrait des subsides pluri-annuels.

Ces subsides qu'on appelle « facultatifs » répondent à des besoins sociaux essentiels. Il est évident qu'un contrôle de l'Etat est nécessaire sur les dépenses publiques et leur usage, mais les asbl sont particulièrement soumises aux justifications administratives.

D'autres acteurs bénéficient également de fonds publics, et ne subissent pas un tel contrôle de leur usage. En Belgique, les aides publiques aux entreprises privées augmentent sans faille depuis les années 1990²⁹. En parallèle, le taux de base des cotisations patronales³⁰ et le taux nominal de l'impôt des sociétés ont été réduit à plusieurs reprises³¹. Une étude publiée par Econosphères analyse ces tendances et estime que le soutien aux entreprises privées représenterait 17,6%³² des dépenses publiques en 2022, alors qu'il était de 12% en 2003³³.

L'étude évalue ce soutien en Belgique à un montant total de 51,9 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises en 2022³⁴. Ces aides d'Etat reposent sur la croyance dans la capacité du secteur privé à produire de la richesse et créer de l'emploi.

Or, elles sont soumises à peu de conditions et rien ne garantit qu'elles soient vraiment allouées à la création de nouveaux emplois³⁵. Pourtant, ce sont toujours les asbl qui sont considérées comme en demande de moyens, comme des « mendians de l'argent public »³⁶. Or, si le non-marchand n'est pas rentable, ce n'est pas parce qu'il manque d'efficacité. C'est parce qu'il remplit des fonctions sociales jugées essentielles, mais qui par principe ne génèrent pas d'argent, et semble pénalisé cette simple raison.



© [Markus Spiske](#) (Unsplash)

²⁹ D'ailleurs, la Banque nationale a pointé en 2021 les dépenses publiques destinées aux entreprises comme plus élevées en Belgique que dans les pays voisins.

³⁰ Notamment avec le Tax Shift du gouvernement Michel, passant de 32,4% en 2015 à 25% à partir de 2018.

³¹ Il était de 33% en 2003 et est descendu à 25% en 2020.

³² Ce qui correspond à 115,4% des dépenses de santé et 150% des dépenses de l'enseignement.

³³ Cf. *Econosphères*, 21 mai 2025.

³⁴ En comptabilisant toutes les subventions directes (subventions sur les produits, aides à l'investissement et subsides salariaux), les réductions d'impôts et de cotisations, et les réductions fiscale et parafiscale. Ce chiffre reste bien sûr une estimation, mais il est parlant. Pour une mise en perspective, rappelons que l'effort budgétaire demandé par la Commission européenne à la Belgique est d'environ 16 milliards d'euros.

³⁵ Cf. *Econosphères*, 21 mai 2025.

³⁶ Expression utilisée par la carte blanche « [“Qui sont les assistés?”](#) » publiée dans *La Libre*, 11 octobre 2025.

Une agriculture bruxelloise en plein essor

Bruxelles est reconnue à l'échelle internationale pour le dynamisme de son agriculture urbaine professionnelle³⁷. Notre capitale héberge une richesse dans la diversité de projets, avec tant du maraîchage en pleine terre qu'hors sol, de l'élevage, et une grande variété de production de légumes, fruits, aromates, micro-pousses, tisanes, miel, produits laitiers, champignons, œufs, fleurs et plantes médicinales.

Une diversité précieuse car elle entretient un grand nombre de savoirs et savoir-faire. C'est un pilier pour la résilience urbaine, comme le dit Alexandre : « *C'est l'addition de tous les savoirs-faires de tous les professionnels de l'agriculture urbaine, qui fait que si demain on devrait produire beaucoup plus, parce qu'on dépend beaucoup trop de l'extérieur à Bruxelles, et en Belgique, on sait le faire parce qu'on a les compétences en interne.* ».

Il rappelle que « *la résilience ce n'est pas que les tonnes qu'on arrive à produire, c'est aussi si demain on doit mobiliser des citoyens pour produire beaucoup plus, en cas de guerre ou autre, on a des citoyens qui sont capables de mettre en capacité d'autres citoyens.* »

L'agriculture urbaine s'est particulièrement développée ces 10 dernières années, portée par la Stratégie Good Food³⁸ et le projet « Boeren-Bruxsel-Paysans »³⁹. La production de nourriture à Bruxelles est évaluée à 470 tonnes en 2022⁴⁰, elle a doublé en 4 ans. De plus, la FedeAU a recensé environ 90 équivalents temps plein (ETP) occupés dans l'agriculture urbaine à Bruxelles et liés à la production, répartis entre approximativement 140 personnes. C'est environ 50% de plus qu'en 2018. Les perspectives sont donc prometteuses⁴¹.

Au-delà de la production, l'agriculture en ville joue aussi des rôles de sociabilisation, de sensibilisation, d'insertion socioprofessionnelle, de santé, de bien-être, et d'éducation à l'environnement⁴². Elle permet d'améliorer la sécurité alimentaire de la capitale, et participe activement à répondre aux enjeux de transition écologique, d'économie circulaire, de changement climatique, d'énergie, de transition vers une consommation locale et responsable.

Malgré ces retombées positives, l'appel à projet Good Food qui permet de soutenir la production professionnelle à Bruxelles a été désactivé l'année passée et cette année. Cette aide engage une enveloppe de 250.000 euros pour toute la Région, un montant modeste mais qui

³⁷ En 2023, elle a été élue deuxième ville la plus dynamique en matière d'agriculture urbaine, après Montréal, d'après une étude comparative du [Laboratoire sur l'agriculture urbaine \(AU/LAB\) canadien](#).

³⁸ La stratégie Good Food est le programme de transition vers un système alimentaire durable porté par le gouvernement bruxellois. Elle s'incarne dans Good Food 1 (2015-2020) suivi de Good Food 2 (2022-2030).

³⁹ Un projet pilote de grande envergure, impliquant 2 administrations publiques et 4 associations, visant à augmenter la production et la transformation alimentaire durable à Bruxelles et faciliter la transition vers une agriculture durable. Financé par un fond européen FEDER (Fond Européen de Développement Régional) de 2014 à 2020. Cf. Bruxelles Environnement, [BoerenBruxselPaysans, vers une agriculture péri-urbaine durable](#), 2024

⁴⁰ FedeAU, Oeuvrer pour l'agriculture urbaine professionnelle – analyse des impacts et besoins de l'AU pro à Bruxelles, 2023.

⁴¹ Une étude évalue le potentiel de création d'emploi de la production agricole urbaine à 1.400 postes avec une politique volontariste, dont découleraient 1.300 emplois supplémentaires dans la transformation, la distribution et l'horeca, sur une projection de 10 à 15 ans (Verdonck et al., 2014).

⁴² F. Davila, N. Maughan, T. Rixen and M. Visser, *The multifunctionality of urban agriculture projects in Brussels*, 2022

fait une vraie différence pour des agriculteur·ices dont le revenu médian brut est de 1.200 euros/mois/ETP⁴³.



© Zeynep Sümer (Unsplash)

Derrière la rigueur des chiffres, des choix de société

Avec l'agriculture urbaine, on a l'exemple d'un secteur qui fonctionne bien, qui fait ses preuves et rend des services à la Région, tout en répondant aux enjeux cruciaux de transition, d'emploi, d'environnement, de durabilité. Malgré cela, le secteur se retrouve coupé dans son élan pour des raisons budgétaires. En effet, la Région Bruxelloise a un déficit à combler. Seulement, si dans un tableau budgétaire un chiffre en vaut un autre, dans la réalité, toutes les économies ne se valent pas, et des choix de sociétés sont faits.

C'est ce que pointe Alexandre : « *Ils ne prennent pas le temps d'analyser où on peut faire des économies, ils font des économies le plus possible, partout où ils peuvent. Et ça crée des catastrophes, où tu as des associations qui fonctionnent super bien, et qui limite font gagner de l'argent à la région bruxelloise.* »

Quand une asbl comme la Ferme du Parc Maximilien sort des personnes du CPAS, en les prenant en contrat article 60 pendant 1 an et puis en les engageant, c'est des gens qui ne sont plus au chômage, qui ne sont plus au CPAS, ce n'est plus une source de dépenses pour la société. C'est des gens qui vont payer des impôts après et qui seront une source de recette. (...) Donc il y a des projets qui sont très rentables même d'un point de vue purement économique, mais qui disparaissent par manque de finance aujourd'hui. »

Couper dans ces subsides est particulièrement facile pour le gouvernement car ceux-ci ne sont pas structurels et doivent être renouvelés chaque année, explique Alexandre :

⁴³Alors que le revenu minimum mensuel moyen garanti s'élève actuellement à 2.111,89 € brut par mois (CCT n° 43 du Conseil National du Travail), depuis le 1er février 2025.

« C'est pas spécialement parce qu'ils ne sont pas convaincus de l'utilité des maraudes pour les sans-abris, ou de l'accès au logement, ou de la défense des minorités, de la lutte contre le racisme ou le féminisme qu'ils vont diminuer les subsides. C'est parce que c'est une facilité pour eux, et que les endroits où c'est le plus facile de diminuer les dépenses, c'est dans des subsides qui sont dits facultatifs. »

Mais des économies faciles ne signifient pas nécessairement de bonnes économies. Dans un communiqué de presse, Bruxeo⁴⁴ rappelle que pour répondre aux effets de la réforme du chômage, il y aura un besoin renforcé des services de formation, d'insertion, d'aides familiales, et de services sociaux de première ligne.

Pour maintenir la paix sociale, les budgets des associations ne sont justement pas ceux qu'on gagne à supprimer en premier, car avec peu de moyens elles font beaucoup pour les citoyen·nes. N'oublions pas non plus que certaines dépenses sont en réalité des investissements dans l'avenir. **Réduire les budgets du non marchand pourrait coûter plus cher par la suite à la société, surtout lorsqu'un tissu existant est cassé et devra être reconstruit.**



© Zeynep Sümer (Unsplash)

Brandir les chiffres du déficit pour justifier des coupes budgétaires ne doit pas cacher le drame qui se joue avec la disparition d'un secteur. Malgré la détermination des personnes engagées dans l'associatif, leur mission ne peut pas continuer longtemps sans soutien de l'Etat. Des conditions de travail stables et des garanties à long terme sont indispensables pour construire dans la durée.

Cette crise ne concerne bien sûr pas uniquement le secteur associatif. Elle est le marqueur d'une transformation de la culture politique bruxelloise, passant d'un esprit de compromis à une logique de polarisation. Les clivages idéologiques sont couplés à la rigidité du modèle institutionnel⁴⁵. Cependant, cela reste la responsabilité des partis de construire une coalition pour gouverner.

⁴⁴ Bruxeo, confédération représentative des entreprises à profit social en région bruxelloise, 2025. Plus d'infos : <https://www.bruxeo.be/>

⁴⁵ La double majorité linguistique notamment.

Comme le note Jean Faniel : « *Ce qui est frappant aussi, c'est de voir finalement le peu d'empressement du personnel politique bruxellois à essayer de résoudre les choses. Si on en est aujourd'hui à 500 jours, c'est aussi parce qu'on a l'impression que les réunions, les rencontres se font de manière relativement espacée à un rythme qui n'est pas particulièrement soutenu.* »⁴⁶

A ce stade, continuer à retarder la formation d'un gouvernement devient une façon de détruire indirectement un secteur par négligence, et une façon de saper le travail accompli jusque-là par des milliers d'associations.

Rappelons-nous à ce sujet des paroles quelque peu cyniques du 1^{er} ministre du Gouvernement fédéral belge : « *Mon objectif est que la Belgique disparaîsse sans que personne s'en aperçoive. Avec la Flandre et la Wallonie, nous avons déjà deux États qui fonctionnent avec chacun son Parlement et son gouvernement. À Bruxelles, le Premier ministre ne préside plus qu'une vaine conférence diplomatique. Il faut laisser le processus aller jusqu'à son terme.* »⁴⁷.

La N-VA n'est pas aux manœuvres du processus de négociation régional, mais monsieur De Wever nous rappelle que parfois, ne rien faire, c'est nuire.

Pema De Merten
Décembre 2025

⁴⁶ RTBF, [500 jours sans gouvernement à la région bruxelloise : un modèle en bout de course ?](#), 21 octobre 2025

⁴⁷ Bart de Wever, dans une interview au journal *Le Figaro*, juin 2010

SOURCES ET RESSOURCES

Articles de presse

Belga, « [La Région bruxelloise a économisé près de 250 millions d'euros en six mois](#) », in *Le Soir*, 5 août 2025

BX1, « [Primes Rénovation : des milliers de dossiers toujours bloqués faute de gouvernement](#) », 10 octobre 2025 ; « [Les associations de l'environnement craignent de faire les frais de l'austérité budgétaire à Bruxelles](#) », 15 septembre 2025 ; « [La rénovation des tunnels Loi et Belliard encore repoussée en l'absence de gouvernement bruxellois](#) », 7 septembre 2025 ; « [Nouveau vote de douzièmes provisoires : quelles sont les limites de ce mécanisme ?](#) », 13 mars 2025 ; « [Budget : le parlement bruxellois valide l'octroi de douzièmes provisoires](#) », 20 décembre 2024

Donorinfo, [22 octobre 2025: 500 jours sans gouvernement bruxellois: quelles conséquences pour les organisations caritatives?](#), 20 août 2025

Ma Tribune, [Le projet de Métro 3 à Bruxelles ? Et ça continue, encore et encore](#), 1 août 2025

Mathieu COL, Anna LAWAN et Guillaume BRUWIER, « [Santé, argent, circulation : après un an sans gouvernement bruxellois, quelles sont les conséquences concrètes pour les habitants ?](#) », RTL, 9 juin 2025

Kevin DUPONT, « [Sans gouvernement bruxellois, 40 associations manquent d'argent: "Des projets vitaux risquent de s'arrêter"](#) », 7sur7, 2 octobre 2025

Céline LIÉGEOIS, « [Bruxelles sans gouvernement : c'est le secteur associatif qui trinque](#) », RTBF, 17 octobre 2025

Barbara MAURISSEN, « [À Bruxelles, l'absence de gouvernement fragilise les entreprises et entraîne des faillites](#) », RTBF, 10 avril 2025

Jean-Jacques MEVEL, « [Ils veulent faire éclater la Belgique](#) », in *Le Figaro*, 11 juin 2010

Himad MESSOUDI, « [500 jours sans gouvernement à la région bruxelloise : un modèle en bout de course ?](#) », RTBF, 21 octobre 2025

Jean-François NOULET, Cédric LORIAUX et Belga, « [Carnets de commandes en recul dans la construction : l'absence de gouvernement à Bruxelles n'arrange rien](#) », RTBF, 10 juin 2025

Julien THOMAS, « [A Bruxelles, feu vert pour un déficit de 1,5 milliard d'euros en 2025](#) », in *Le Soir*, 18 août 2025

Julien THOMAS, « [A court d'argent, la société de logements sociaux bruxelloise lance un ultimatum à la Région](#) », in *Le Soir*, 17 juillet 2025

Julien THOMAS, « [Bruxelles : le salaire de 700 travailleurs menacé au Samusocial](#) », in *Le Soir*, 14 octobre 2025

Contributions d'organisations syndicales, socio-culturelles, d'économie sociale et non-gouvernementales

Gresea, SAW-B, Solidaris, CNE, CSC-Enseignement, CSC Services Publics, Fédération des maisons médicales, CNCD, Smart, Fédération des Employeurs des Secteurs de l'Éducation permanente et de la Formation des Adultes (FESEFA), Interfédération des centres d'insertion socioprofessionnelle (L'interfédé CISP), Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), InES Think Tank, Mutualité Chrétienne, Fédération des Services Sociaux (FdSS) et ConcertES, « [“Qui sont les assistés?”](#) », Carte blanche in *La Libre Belgique*, 11 octobre 2025

Bruxelles Environnement, [BoerenBruxselPaysans, vers une agriculture péri-urbaine durable](#), 16 mai 2024

BRUXEO, [Mémorandum en vue des élections régionales bruxelloises de 2024](#), Editeur responsable : Jean-Claude Praet, 2024

BRUXEO, [Communiqué de presse. Pour un budget pluriannuel garantissant justice sociale, efficacité des politiques et stabilité pour la Région !](#), 2025

FedeAU, [Oeuvrer pour l'agriculture urbaine professionnelle – analyse des impacts et besoins de l'AU pro à Bruxelles](#), 2023

Monographies

Bruno BAURAIND, Clarisse VAN TICHELEN et Franco SEBASTIAN, « [“Un pognon de dingue”, Le soutien public aux entreprises privées lucratives en Belgique](#) », in *Éconosphère*, Note 3, 2025

Thomas CAROTHERS et Andrew O'DONOHUE (éd.), « Democracies divided: The global challenge of political polarization », *Bloomsbury Publishing USA*, 2019

Francisco DÁVILA, Noémie MAUGHAN et Marjolein VISSER, « The multifunctionality of urban agriculture projects in Brussels », in *Acta Horticulturae*, Agroecology Lab, Université Libre de Bruxelles, 2022

Eric DUCHEMIN et Pauline DRUINE, « [La place de Montréal parmi les grandes villes d'agriculture urbaine : Une étude comparative entre dix villes au Canada, aux États-Unis et en Europe](#) », Laboratoire sur l'agriculture urbaine, 2023

Jean FANIEL (interviewé par Corentin DI PRIMA), « Le modèle institutionnel actuel pourrit la vie des Bruxellois », Les analyses du CRISP en ligne, 19 décembre 2024

Hervé GODEFROID, Stefan VAN PARYS et Pierrick STINGLHAMBER, « [What kind of public expenditure is high in Belgium? A comparison with neighbouring countries](#) », in *Revue Economique*, BNB, 2021

Shanto IYENGAR, Yphtach LELKES, Matthew LEVENDUSKY, Neil MALHOTRA, Sean J. WESTWOOD, « The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States », *Annual Review of Political Science*, vol. 22, n° 1, 11 mai 2019

Magali VERDONCK, Michèle TAYMANS, Gauthier CHAPELLE, Gaëtan DARTEVELLE et Caroline ZAOUI, « Système d'alimentation durable : Potentiel d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale », Étude réalisée par les Facultés Universitaires Saint-Louis et Greenloop en partenariat avec l'Observatoire bruxellois de l'Emploi-Actiris, 2014

Murat SOMER and Jennifer MCCOY, « Déjà Vu? Polarization and Endangered Democracies in the 21st Century », *American Behavioral Scientist*, vol. 62, n° 1, 2018